

CARPINIENNE DE PARTICIPATIONS
Société anonyme au capital de 4.786.635 €
Siège Social : 103, rue La Boétie, 75008 Paris
768 801 243 R.C.S. Paris

Paris, le 17 janvier 2024

AVIS DE CONVOCATION
(valant avis préalable de réunion)

Les actionnaires de la société sont convoqués en Assemblée Générale Ordinaire le **12 février 2024 à 17 heures**, au siège social, 103, rue La Boétie, à Paris 8^{ème} à l'effet de statuer sur l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour

- Lecture du rapport spécial d'alerte du Commissaire aux comptes ;
- Lecture du rapport du Conseil d'administration ;
- Délai spécial de réunion de l'Assemblée Générale ;
- Délibération sur les faits relevés par le Commissaire aux comptes dans le cadre de la procédure d'alerte.

Texte des projets de résolutions

Première résolution (*Lecture du rapport spécial d'alerte du Commissaire aux comptes*) - L'Assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial d'alerte du Commissaire aux comptes visé à l'article L. 234-1 du Code de commerce, reçu le 10 janvier 2024 prend acte dudit rapport.

Deuxième résolution (*Délai spécial de réunion de l'Assemblée Générale*) - L'Assemblée générale donne acte au Conseil d'administration du respect de la réglementation applicable en matière d'Assemblées Générales étant précisé que le délai minimum de 35 jours entre la date de publication au Bulletin des annonces légales obligatoires d'un avis relatif à l'Assemblée générale et celle de ladite assemblée applicable aux sociétés dont les actions ne revêtent pas toutes la forme nominative prévu par l'article R. 225 -73 I du Code de commerce ne peut être respecté car il est incompatible avec les règles spécifiques prévues en matière de procédure d'alerte visées aux articles L.234 -1 et R.234-3 du Code de commerce qui prévoient que l'Assemblée générale doit, en tout état de cause, être réunie au plus tard dans le mois suivant la date de notification faite par le Commissaire aux comptes.

Troisième résolution (*Délibération sur les faits relevés par le Commissaire aux comptes dans le cadre de la procédure d'alerte*) - L'Assemblée générale, après avoir entendu lecture du rapport spécial du Commissaire aux comptes et du rapport du Conseil d'administration, prend acte des faits de nature à compromettre la continuité de l'exploitation de la société relevés par le Commissaire aux comptes dans le cadre de la procédure d'alerte prévue à l'article L.234-1 du Code de commerce, ainsi que des réponses apportées par le Président et le Conseil d'administration lors de cette assemblée et des précédentes phases de la procédure d'alerte.

I. Formalités préalables pour participer à l'Assemblée générale

Tout actionnaire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, a le droit de participer à l'Assemblée dans les conditions légales et réglementaires en vigueur.

Conformément à l'article R.22-10-28 du Code de commerce, l'actionnaire doit justifier pour participer à l'Assemblée générale, quel que soit le mode choisi (en présentiel, vote par correspondance, pouvoir au Président ou à une personne physique ou morale), de la propriété de ses titres par l'inscription en compte des titres au nom de l'actionnaire ou de l'intermédiaire inscrit pour son compte en application du septième alinéa de l'article L.228-1 du Code de commerce, au deuxième jour ouvré précédant l'Assemblée à zéro heure, heure de Paris (soit le jeudi 8 février 2024 à zéro heure, heure de Paris) :

- soit dans les comptes de titres nominatifs tenus pour la société par son mandataire Crédit Industriel et Commercial (CIC) - 6, avenue de Provence – 75009 Paris,
- soit dans les comptes de titres au porteur tenus par un intermédiaire habilité, mentionné à l'article L.211-3 du Code monétaire et financier

L'inscription en compte de titres au porteur est constatée par une attestation de participation délivrée par l'établissement teneur de compte, le cas échéant par voie électronique, document à annexer, soit au formulaire de vote par correspondance ou par procuration, soit à la demande de carte d'admission établis au nom de l'actionnaire ou pour le compte de l'actionnaire représenté par l'intermédiaire inscrit.

Seuls pourront participer à l'Assemblée les actionnaires remplissant à cette date les conditions prévues par l'article R.22-10-28 précité.

. Les copropriétaires d'actions indivises sont représentés par l'un d'eux ou par un mandataire unique.

. Le droit de vote appartient à l'usufruitier en assemblée générale ordinaire et au nu-propriétaire en assemblée générale extraordinaire. Toutefois, l'usufruitier et le nu-propriétaire peuvent décider par accord entre eux des modalités d'exercice du droit de vote ; ils devront en informer la société au moins cinq jours avant la date de tenue de l'assemblée.

. Pour les actionnaires ayant cédé leurs actions avant le jeudi 8 février 2024 à zéro heure, heure de Paris et ayant déjà demandé leur carte d'admission ou une attestation de participation dans les conditions prévues par l'article R.22-10-28, II du Code de commerce, ou exprimé leur vote à distance ou donné pouvoir, leurs instructions de participation et de vote seront invalidées ou modifiées en conséquence, selon le cas. Aucun transfert de propriété réalisé après le jeudi 8 février 2024 à zéro heure, heure de Paris, quel que soit le moyen utilisé, ne sera notifié par l'intermédiaire mentionné à l'article L.211-3 du Code monétaire et financier ou pris en considération par Crédit Industriel et Commercial (CIC), nonobstant toute convention contraire.

Il n'est pas prévu de modalités de participation ou de vote par visioconférence ou par des moyens électroniques de télécommunication pour cette assemblée et, de ce fait, aucun site visé à l'article R 225-61 du code de commerce n'est donc aménagé à cette fin.

II. Modalités de participation et de vote à l'Assemblée générale

Les actionnaires peuvent choisir entre l'un des modes suivants pour exercer leur droit de vote en Assemblée générale :

- Assister personnellement à l'Assemblée générale,
- Donner pouvoir (procuration) à toute personne physique ou morale de son choix,
- Donner pouvoir au Président de l'Assemblée ou adresser une procuration sans indication de mandataire, auquel cas il sera émis un vote favorable aux résolutions agréées par le Conseil d'administration,
- Voter par correspondance.

Quelle que soit la modalité de participation choisie, l'actionnaire devra utiliser le Formulaire Unique :

- Pour les actionnaires au NOMINATIF (pur ou administré), le Formulaire Unique leur sera adressé automatiquement par Crédit Industriel et Commercial (CIC), avec leur convocation ;
- Pour les actionnaires au PORTEUR, le Formulaire Unique sera accessible sur le site internet de la Société : www.carpinienne-de-participations.fr rubrique Assemblée générale ou pourra être obtenu auprès de leur établissement teneur de compte ou sur demande écrite auprès de Crédit Industriel et Commercial (CIC) - Service Assemblée - 6, avenue de Provence – 75009 Paris.

La demande écrite du Formulaire Unique devra être faite, au plus tard le sixième jour précédant la date de réunion, soit le mardi 6 février 2024 au plus tard. Le Formulaire Unique sera accessible sur le site internet de la Société : www.carpinienne-de-participations.fr rubrique Assemblée générale au plus tard le vingt-et-unième jour précédant l'Assemblée, soit le 22 janvier 2024.

- Actionnaires souhaitant assister personnellement à l'Assemblée

- Pour les actionnaires au NOMINATIF (pur ou administré) : ils devront cocher la case « JE DÉSIRES ASSISTER À CETTE ASSEMBLÉE » en haut du Formulaire Unique, dater, signer et retourner le Formulaire Unique à Crédit Industriel et Commercial (CIC) - Service Assemblée - 6, avenue de Provence – 75009 Paris, à l'aide de l'enveloppe T jointe à la brochure de convocation.

Crédit Industriel et Commercial (CIC) leur adressera alors leur carte d'admission par courrier.

- Pour les actionnaires au PORTEUR : Ils devront contacter leur établissement teneur de compte en indiquant qu'ils souhaitent assister à l'Assemblée générale. Ce dernier se chargera de transmettre à Crédit Industriel et Commercial (CIC) leur demande de carte d'admission accompagnée d'une attestation de participation justifiant de leur qualité d'actionnaire.

Crédit Industriel et Commercial (CIC) leur adressera alors leur carte d'admission par courrier.

La demande de carte d'admission devra être réceptionnée par Crédit Industriel et Commercial (CIC) au plus tard le vendredi 9 février 2024.

Les actionnaires, n'ayant pas reçu leur carte d'admission dans les deux jours ouvrés à zéro heure, précédant l'Assemblée générale, sont invités à :

- Pour les actionnaires au nominatif, se présenter le jour de l'Assemblée générale, munis d'une pièce d'identité ;
- Pour les actionnaires au porteur, demander à leur intermédiaire financier de leur délivrer une attestation de participation permettant de justifier de leur qualité d'actionnaire au deuxième jour ouvré précédant l'Assemblée.

En aucun cas les demandes de carte d'admission ne devront être adressées directement à la société Carpinienne de Participations.

Lors de l'émargement de la feuille de présence, les signataires devront justifier de leur identité.

- Actionnaires souhaitant voter par correspondance ou être représenté

Les actionnaires souhaitant voter par correspondance ou être représenté(e)s, pourront choisir l'une des trois options suivantes du Formulaire Unique :

- voter par correspondance ;
- donner pouvoir au Président de l'Assemblée générale ;
- donner pouvoir au conjoint, au partenaire de Pacs, à un autre actionnaire de la société Carpinienne de Participations ou à toute autre tierce personne physique ou morale.

Quelle que soit l'option choisie, les actionnaires devront dater et signer le Formulaire Unique et le retourner comme indiqué ci-dessous :

- Pour les actionnaires au NOMINATIF (pur ou administré) : retourner le Formulaire Unique, complété des instructions à Crédit Industriel et Commercial (CIC) - Service Assemblée - 6, avenue de Provence – 75009 Paris, à l'aide de l'enveloppe T jointe à la brochure de convocation, afin qu'il parvienne à Crédit Industriel et Commercial (CIC) au plus tard trois jours calendaires précédant l'Assemblée générale, soit le vendredi 9 février 2024.
- Pour les actionnaires au PORTEUR : retourner le Formulaire Unique, complété des instructions à leur établissement teneur de compte qui le transmettra avec l'attestation de participation émise par ses soins à Crédit Industriel et Commercial (CIC), afin que ces deux documents parviennent à Crédit Industriel et Commercial (CIC) au plus tard trois jours calendaires précédant l'Assemblée générale, soit le vendredi 9 février 2024.

. Conformément aux dispositions des articles L.22-10-43 et L.228-1 et suivants du Code de commerce, le propriétaire d'actions de la société n'ayant pas son domicile en France peut demander à l'intermédiaire régulièrement inscrit comme détenteur de ses actions de transmettre son vote ou son pouvoir dans les conditions légales et réglementaires en vigueur.

. Pour tout formulaire de vote par correspondance ou par procuration sans indication particulière, il sera émis, par le Président de l'Assemblée, un vote favorable à l'adoption des projets de résolutions agréés par le Conseil d'administration et un vote défavorable pour tous les autres projets de résolutions.

. Le vote par correspondance donné pour l'assemblée vaut pour les éventuelles assemblées successives qui seraient convoquées avec le même ordre du jour.

. Dans le cas où l'actionnaire souhaite donner pouvoir à son conjoint, à son partenaire de Pacs, à un autre actionnaire de la société ou à toute autre tierce personne physique ou morale, la notification de la désignation d'un mandataire doit parvenir à Crédit Industriel et Commercial (CIC), au plus tard trois jours calendaires précédant l'Assemblée générale, soit le vendredi 9 février 2024, en indiquant le nom de la société, la date de l'Assemblée, les nom, prénom, domicile et numéro de compte pour les actionnaires au nominatif ou les références bancaires pour les actionnaires au porteur, ainsi que les nom, prénom et domicile du mandataire. Les actionnaires au porteur devront, en plus, obligatoirement demander à leur établissement teneur de compte d'envoyer une confirmation écrite à Crédit Industriel et Commercial (CIC) – Service Assemblée - 6, avenue de Provence – 75009 Paris.

La désignation d'un mandataire peut être effectuée par courrier à Crédit Industriel et Commercial (CIC) – Service Assemblée - 6, avenue de Provence – 75009 Paris ou par voie électronique, en envoyant un e-mail revêtu d'une signature électronique, résultant d'un procédé fiable d'identification garantissant son lien avec le formulaire de vote à distance, à l'adresse électronique suivante serviceproxy@cic.fr.

La révocation d'un mandataire doit intervenir selon les mêmes modalités et calendrier que sa désignation.

. Tout actionnaire ayant déjà demandé une carte d'admission ou voté par correspondance, ou donné pouvoir au Président ou à un tiers, n'aura plus la possibilité de choisir un autre mode de participation à l'Assemblée.

III. — Questions écrites

Les actionnaires peuvent poser des questions écrites à la société conformément aux articles L.225-108 et R.225-84 du Code de commerce. Ces questions doivent être adressées au siège social de la Société à l'adresse suivante : Carpinienne de Participations, Direction Juridique, 103, rue La Boétie, 75008 Paris, par lettre recommandée avec accusé de réception, ou par courrier électronique à l'adresse suivante : servicejuridique@euris.fr, au plus tard le quatrième jour ouvré précédant la date de l'Assemblée générale, soit le mardi 6 février 2024. Elles doivent être accompagnées d'une attestation d'inscription en compte.

Conformément à la législation en vigueur, une réponse commune pourra être apportée à ces questions dès lors qu'elles présenteront le même contenu. La réponse à une question écrite sera réputée avoir été donnée dès lors qu'elle figurera sur le site Internet de la société dans la rubrique *Assemblée générale*.

Compte tenu du délai impératif de tenue de la présente assemblée générale dans le mois suivant la date de notification faite par le Commissaire aux comptes conformément aux dispositions de l'article R.234 -3 du Code de commerce, le présent avis intégrant les projets de résolutions vaut avis préalable au sens de l'article R. 225-73 du Code de commerce.

IV. — Droit de communication

Conformément à la loi, l'ensemble des documents qui doivent être communiqués à cette assemblée générale, seront mis à la disposition des actionnaires, dans les délais légaux, au siège social de la Société Carpinienne de Participations, Direction Juridique, 103, rue La Boétie, 75008 Paris et sur le site internet de la Société : www.carpinienne-de-participations.fr.

Les actionnaires sont invités à communiquer leur adresse électronique lors de toute demande.

Le Conseil d'administration

CARPINIENNE DE PARTICIPATIONS

103, rue La Boétie

75008 Paris

RAPPORT SPECIAL D'ALERTE DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

CAILLIAU DEDOUT ET ASSOCIES

19, rue Clément Marot

75008 Paris

CARPINIENNE DE PARTICIPATIONS

103, rue La Boétie

75008 Paris

RAPPORT SPECIAL D'ALERTE DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Aux actionnaires,

En notre qualité de commissaire aux comptes de la société CARPINIENNE DE PARTICIPATIONS, nous vous présentons notre rapport établi en application de l'article L. 234-1 du code de commerce relatif à la procédure d'alerte.

Dans le cadre de l'exercice de notre mission, nous avons relevé les faits exposés ci-après que nous avons considérés de nature à compromettre la continuité d'exploitation de votre société et qui nous ont conduit à mettre en œuvre la procédure d'alerte prévue par la loi.

1) Rappel des différentes phases de la procédure

Nous avons demandé des explications sur ces faits au président de votre société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception en date du 13 novembre 2023.

Dans sa réponse du 21 novembre 2023, le président de votre société nous a fait part de son analyse de la situation et nous a indiqué les mesures envisagées.

Suivant notre demande du 30 novembre 2023, votre conseil d'administration a délibéré sur cette situation le 15 décembre 2023.

Nous estimons que les délibérations de votre conseil d'administration, dont le procès-verbal nous a été transmis en date du 26 décembre 2023, ne sont pas de nature à assurer la continuité d'exploitation. C'est pourquoi nous avons demandé au président du conseil d'administration de convoquer cette assemblée générale par un courrier en date du 9 janvier 2024.

2) Faits relevés de nature à compromettre la continuité de l'exploitation

Les procédures de conciliation dont les sociétés EURIS, FINATIS, FONCIERE EURIS et RALLYE bénéficiaient ont pris fin sans que celles-ci aient abouti.

Dans un communiqué en date du 18 octobre 2023, le conseil d'administration de la société RALLYE a pris acte des termes de la restructuration financière du groupe CASINO et notamment de l'apport en fonds propres d'un consortium d'investisseurs et de certains créanciers, de la capitalisation de l'intégralité de la dette non-sécurisée du groupe CASINO et de la capitalisation d'une partie de sa dette sécurisée. Ces opérations vont conduire, si elles aboutissent, à une dilution massive des actionnaires actuels de CASINO, dont RALLYE, et corrélativement à une perte de contrôle. Cette situation compromet la capacité de la société RALLYE, à exécuter ses engagements dans le cadre de son plan de sauvegarde, ce qui pourrait amener à une résolution de ce dernier et, dans ce cas, à une défaillance de cette société.

Cette situation pourrait également entraîner une résolution du plan de sauvegarde de FONCIERE EURIS et de FINATIS, les plans de sauvegarde de la structure étant interdépendants, et ainsi, une défaillance de ces sociétés.

Par ailleurs, au titre de sa condamnation prononcée par la Commission des Sanctions de Autorité des Marchés Financiers (AMF) pour un montant de 25 millions d'euros, la société RALLYE a reçu le titre de perception correspondant le 30 octobre 2023, avec une date limite de paiement au 15 décembre 2023.

Par ordonnance en date du 13 décembre 2023, la cour d'Appel de Paris a décidé de surseoir à statuer à l'exécution de la décision de sanction de la Commission des sanctions de l'AMF, jusqu'à ce que la Cour statue sur le bien-fondé du recours au fond, déposé par la société RALLYE.

La Cour d'appel a également fait droit à la demande de la société RALLYE de sursis à exécution de la décision de la Commission des sanctions de l'Autorité des marchés financiers prononcée le 7 septembre 2023 à l'encontre de la société RALLYE.

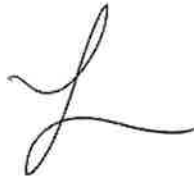
La société RALLYE ne disposant pas des liquidités suffisantes pour s'acquitter de cette amende, en cas de décision défavorable de la cour d'Appel sur le recours au fond intenté par la société RALLYE à l'encontre de la sanction de l'AMF, la société RALLYE ainsi que ses sociétés-mères, dont les sociétés FONCIERE EURIS et FINATIS, n'auront pas d'autre choix que de solliciter l'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire, les plans de sauvegarde de ces dernières étant interdépendants.

La seule source de revenus de votre société étant les dividendes reçus au titre de sa participation dans la société FONCIERE EURIS, et le financement de votre société étant intégralement assuré par la société FINATIS, nous pensons que les faits mentionnés ci-dessus sont de nature à compromettre la continuité d'exploitation de votre société.

Les délibérations du conseil d'administration de la société en date du 15 décembre 2023 ne permettent pas d'infirmes ces constats.

Aussi, en application de conformément à l'article L. 234-1 alinéa 3 du code de commerce, nous avons invité le président du conseil d'administration de votre société à convoquer une assemblée générale, dans un courrier en date du 9 janvier 2024, afin qu'elle délibère sur ces faits.

Le commissaire aux comptes
Cailliau Dedouit et Associés

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'S. Le Mao', with a stylized, flowing script.

Sandrine Le Mao
Associée

CARPINIENNE DE PARTICIPATIONS

*Société anonyme au capital de 4 786 635 euros
Siège social : 103, rue La Boétie - 75008 PARIS
768 801 243 RCS PARIS*

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE **DU 12 FEVRIER 2024 A 17 H 00**

ORDRE DU JOUR

- Lecture du rapport spécial d'alerte du Commissaire aux comptes ;
- Lecture du rapport du Conseil d'administration ;
- Délai spécial de réunion de l'Assemblée Générale ;
- Délibération sur les faits relevés par le Commissaire aux comptes dans le cadre de la procédure d'alerte.

CARPINIENNE DE PARTICIPATIONS

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Procédure d'alerte lancée par le Commissaire aux comptes (Article L. 234-1 du Code de commerce)

Lecture du rapport spécial d'alerte du Commissaire aux comptes (*PREMIERE RESOLUTION*)

Nous vous rappelons que lorsque les commissaires aux comptes d'une société anonyme relèvent à l'occasion de l'exercice de leur mission des faits de nature à compromettre la continuité de l'exploitation, ils déclenchent une procédure d'alerte prévue aux articles L234-1 et suivants du code de commerce.

Cette procédure comporte trois phases. Les commissaires aux comptes de la société ont déjà exercé les deux premières phases, l'une auprès du président de la société, la deuxième auprès du conseil d'administration. Ils viennent de mettre en œuvre la troisième phase en demandant la convocation de cette assemblée générale à laquelle ils ont adressé un rapport spécial d'alerte des commissaires aux comptes.

Nous vous demandons donc de bien vouloir prendre acte de ce rapport spécial d'alerte du Commissaire aux comptes visé à l'article L. 234-1 du Code de commerce, reçu le 10 janvier 2024 par la société et dont il vous a été donné lecture lors de cette assemblée.

Délai spécial de réunion de l'Assemblée générale (*DEUXIEME RESOLUTION*)

Nous vous demandons de bien vouloir donner acte au conseil d'administration du respect de la réglementation applicable en matière d'Assemblées Générales étant précisé que le délai minimum de 35 jours entre la date de publication au Bulletin des annonces légales obligatoires d'un avis relatif à l'Assemblée Générale et celle de ladite assemblée applicable aux sociétés dont les actions ne revêtent pas toutes la forme nominative prévu par l'article R. 225-73 I du Code de commerce n'a pu être respecté car il est incompatible avec les règles spécifiques prévues en matière de procédure d'alerte visées aux articles L.234-1 et R.234-3 du Code de commerce qui prévoient que l'Assemblée générale doit, en tout état de cause, être réunie au plus tard dans le mois suivant la date de notification faite par le Commissaire aux comptes.

Délibération sur les faits relevés par le Commissaire aux comptes dans le cadre de la procédure d'alerte (*TROISIEME RESOLUTION*)

Nous vous apportons des précisions sur le contenu et les éléments qui fonde la mise en œuvre de la présente procédure d'alerte par le Commissaire aux comptes.

Le Président du Conseil d'administration de la société a reçu le 15 novembre 2023 une lettre de son Commissaire aux comptes, le Cabinet Cailliau Dedouit & Associés datée du 13 novembre 2023 relevant les faits de nature à compromettre la continuité d'exploitation de la société portant sur :

- la restructuration de Casino qui, si elle aboutit, conduira à une dilution massive des actionnaires actuels dont Rallye et corrélativement à une perte de contrôle, ce qui pourrait amener à une résolution du plan de sauvegarde de Rallye, Foncière Euris et Finatis et à une défaillance de ces sociétés ;
- la sanction AMF de 25 M€, que Rallye ne sera pas en mesure de payer ;
- la seule source de revenus de Carpinienne de Participations sont les dividendes reçus au titre de sa participation dans la société Foncière Euris et le financement de Carpinienne de Participations est intégralement assuré par la société Finatis.

Le Président du Conseil d'administration de la société a adressé sa réponse le 21 novembre 2023 mentionnant :

- l'accord obtenu par Foncière Euris avec Société Générale dans le cadre de la procédure de conciliation afin que ce créancier renonce au cas de défaut résultant de l'ouverture d'une procédure de conciliation au niveau de Casino au titre du protocole transactionnel conclu avec Foncière Euris ;
- les réalisations de nantissements sur les titres Rallye par les banques dérivés de Foncière Euris ;
- l'accord obtenu par Rallye dans le cadre de la procédure de conciliation avec les créanciers de Rallye bénéficiaires de fiducies-sûreté portant sur des actions Casino ;
- les opérations de restructuration en cours au niveau de Casino et le soutien de Rallye à la restructuration de Casino de manière à ce que celle-ci puisse être menée à bien ;
- l'ouverture de procédures de mandat ad hoc en date du 25 octobre 2023 au bénéfice de Rallye, Foncière Euris, Finatis et Euris pour une durée de 6 mois ;
- la requête déposée par Rallye auprès du Tribunal de Commerce de Paris afin de permettre à Rallye d'être en mesure de voter dans le cadre de la procédure de sauvegarde accélérée de Casino ;
- concernant la sanction AMF de 25 M€, le dépôt par Rallye d'un recours devant la Cour d'appel de Paris et le dépôt d'une requête aux fins de sursis à exécution de la décision AMF devant le Premier Président de la Cour d'appel de Paris ;
- l'ouverture éventuelle d'une procédure de liquidation judiciaire à l'encontre des sociétés holdings et en particulier de Finatis, Foncière Euris et Carpinienne de Participations si une procédure de liquidation judiciaire était ouverte à l'encontre de Rallye.

Le Président du Conseil d'administration de Carpinienne de Participations a reçu le 4 décembre 2023 la réponse du Cabinet Cailliau, Dedouit, datée du 30 novembre 2023, indiquant que la réponse apportée par Carpinienne de Participations ne semble pas apporter les solutions nécessaires pour assurer la continuité d'exploitation, notamment sur les points suivants :

- Les opérations de restructuration financière du groupe Casino vont conduire si elles aboutissent, à une dilution massive des actionnaires actuels de Casino, dont la société Rallye, et corrélativement à une perte de contrôle. Cette situation compromet la capacité de la société Rallye et ses sociétés mères, notamment les sociétés Foncière Euris et Finatis, à exécuter leurs engagements dans le cadre du plan de sauvegarde respectifs ce qui pourrait amener à une résolution de ceux-ci et, dans ce cas, à une défaillance de la société Rallye et de ses sociétés mères.
- Sur la sanction AMF, le courrier du Commissaire aux comptes rappelle que la filiale Rallye ne dispose pas de liquidités suffisantes pour s'acquitter de cette amende ; ainsi, en cas de mise en œuvre de mesures d'exécution relatives au titre de perception, la société Rallye et

ses sociétés mères n'auront d'autre choix que de solliciter l'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire.

- La seule source de revenu de Carpinienne de Participations sont les dividendes reçus au titre de sa participation dans la société Foncière Euris et le financement de Carpinienne de Participations est intégralement assuré par la société Finatis.

Conformément aux dispositions de l'article L.234-1 du Code de commerce, le Commissaire aux comptes a donc invité le Président du Conseil d'administration de Carpinienne de Participations à faire délibérer le Conseil d'administration sur les faits concernés

Le Conseil d'administration de la société s'est réuni le 15 décembre 2023 et a pris acte des faits de nature à compromettre la continuité de l'exploitation de la société relevés par le Commissaire aux comptes dans le cadre de la procédure d'alerte prévue à l'article L234-1 du Code de commerce. Le Conseil d'administration a également pris acte de l'ordonnance de sursis à exécution de la décision de la commission des sanctions de l'AMF du 7 septembre 2023, rendue par le premier Président de la Cour d'appel de Paris le 13 décembre 2023, jusqu'à ce que la Cour d'appel statue sur le bien-fondé du recours formé par Rallye à l'encontre de cette décision.

Un extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil d'administration du 15 décembre 2023 a été adressé le 22 décembre 2023 au Président du Tribunal de Commerce et au Commissaire aux comptes.

Le Président du Conseil d'administration a reçu le 10 janvier 2024 la réponse du Cabinet Cailliau Dedouit & Associés, datée du 9 janvier 2024 indiquant qu'il a pris connaissance de l'ensemble des mesures que le Conseil d'administration de Carpinienne de Participations a prises pour remédier à cette situation, mais en raison de la complexité et de la gravité de la situation de nature à mettre en cause la continuité de l'exploitation, il a invité la société en application des articles L.234-1 alinéa 3 et R.234-3 du Code de commerce, à procéder, dans un délai de 8 jours suivant la réception de ce courrier, à la convocation dans les conditions prévues à l'article R. 225-62 et s. du même Code d'une assemblée générale à laquelle sera présenté le rapport spécial d'alerte ci-joint.

CARPINIENNE DE PARTICIPATIONS

*Société anonyme au capital de 4 786 635 euros
Siège social : 103, rue La Boétie - 75008 PARIS
768 801 243 RCS PARIS*

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE **DU 12 FEVRIER 2024 A 17 H 00**

TEXTE DES RESOLUTIONS

Première résolution (*Lecture du rapport spécial d'alerte du Commissaire aux comptes*) - L'Assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial d'alerte du Commissaire aux comptes visé à l'article L. 234-1 du Code de commerce, reçu le 10 janvier 2024 prend acte dudit rapport.

Deuxième résolution (*Délai spécial de réunion de l'Assemblée Générale*) - L'Assemblée générale donne acte au Conseil d'administration du respect de la réglementation applicable en matière d'Assemblées Générales étant précisé que le délai minimum de 35 jours entre la date de publication au Bulletin des annonces légales obligatoires d'un avis relatif à l'Assemblée générale et celle de ladite assemblée applicable aux sociétés dont les actions ne revêtent pas toutes la forme nominative prévu par l'article R. 225 -73 I du Code de commerce ne peut être respecté car il est incompatible avec les règles spécifiques prévues en matière de procédure d'alerte visées aux articles L.234 -1 et R.234-3 du Code de commerce qui prévoient que l'Assemblée générale doit, en tout état de cause, être réunie au plus tard dans le mois suivant la date de notification faite par le Commissaire aux comptes.

Troisième résolution (*Délibération sur les faits relevés par le Commissaire aux comptes dans le cadre de la procédure d'alerte*) - L'Assemblée générale, après avoir entendu lecture du rapport du Commissaire aux comptes et du rapport du Conseil d'administration, prend acte des faits de nature à compromettre la continuité de l'exploitation de la société relevés par le Commissaire aux comptes dans le cadre de la procédure d'alerte prévue à l'article L.234-1 du Code de commerce, ainsi que des réponses apportées par le Président et le Conseil d'administration lors de cette assemblée et des précédentes phases de la procédure d'alerte.

CARPINIENNE DE PARTICIPATIONS

Société anonyme au capital de 4.786.635 euros
Siège Social : 103, rue La Boétie, 75008 Paris
768 801 243 R.C.S. Paris

DEMANDE D'ENVOI DE DOCUMENTS ET DE RENSEIGNEMENTS

Je soussigné (e) : **NOM**.....
Prénom(s).....
Adresse.....
.....
Adresse électronique.....
Propriétaire de ACTION(S) de la société CARPINIENNE DE PARTICIPATIONS

demande l'envoi des documents et renseignements concernant l'Assemblée générale ordinaire du **12 février 2024**, tels qu'ils sont visés par l'article R225-83 du Code de commerce sur les sociétés commerciales au format suivant :

- ☐ papier
- ☐ fichiers électroniques à l'adresse mail indiquée ci-dessus

A Paris
Le

Signature

NB : Les actionnaires titulaires de titres nominatifs peuvent, par une demande unique, obtenir de la Société l'envoi des documents et renseignements visés aux articles R225-81 et R225-83 du Code de commerce à l'occasion de chacune des assemblées d'actionnaires ultérieures.